

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
de
M. Koïchiro Matsuura

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'occasion de la Conférence nationale sur la réforme de l'éducation

Koweït, 22 avril 2002

Votre Altesse cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah,
premier ministre par intérim et ministre des affaires étrangères,
Votre Altesse cheik Jaber Al-Moubarek Al-Sabah,
vice-premier ministre et ministre de la défense,
Votre Excellence M. Musaed Rashed Al-Haroun,
ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur
Monsieur Ahmad Jalali, président de la Conférence générale,
Madame Aziza Bennani, présidente du Conseil exécutif,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les invités,
Mesdames et Messieurs,

Cette importante rencontre se déroule sous les auspices de S. A. cheik Jaber Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, émir du Koweït. Je voudrais lui rendre hommage pour le concours prêté à cette manifestation en particulier et pour le soutien apporté à la réforme de l'éducation dans son ensemble. Je profite aussi de l'occasion pour lui adresser une fois encore mes remerciements d'avoir lancé un prix pour la recherche et la formation des besoins éducatifs spéciaux des handicapés mentaux. Je suis ravi que S. A. le cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, premier ministre par intérim et ministre des affaires étrangères, soit à nos côtés aujourd'hui au nom de S. A. l'émir.

Je tiens à exprimer mes remerciements à S. E. M. Musaed Rashed Al-Haroun, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, qui m'a convié à prononcer le discours linéaire de cette grande conférence. Je suis très honoré par son invitation et particulièrement heureux d'être ici en cette occasion, car lors de mon premier voyage officiel au Koweït, en juin 2000, j'ai eu le plaisir de partager la compagnie de M. Al-Haroun, qui était alors ambassadeur du Koweït auprès de l'UNESCO. Il m'est très agréable de le revoir aujourd'hui en sa qualité de ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

La présente conférence a pour objet d'examiner le plan stratégique proposé pour réformer l'éducation et sa mise en oeuvre. Deux aspects de la réforme méritent à mon sens une attention spéciale. Premièrement, je crois qu'il faut cultiver le consensus national concernant l'objet, le caractère et le processus de la réforme éducative, ou ce que nous pourrions appeler le "pourquoi" et le "comment" du changement et de l'amélioration des systèmes éducatifs. Deuxièmement, il est indispensable que les idées et expériences provenant d'autres pays et régions soient sérieusement prises en compte - non pas, dirais-je, pour importer des modèles "clés en main" sans le moindre esprit critique, mais pour sélectionner les meilleurs, les plus utiles et les plus judicieux afin de les adapter ensuite aux besoins et aux circonstances du moment.

Voilà pourquoi je suis ravi de constater que cette conférence a attiré des personnalités nationales de premier plan : représentants du Parlement koweïtien, du secteur privé et éducateurs. En outre, cette conférence tirera profit des contributions de plusieurs experts internationaux de l'éducation, originaires des Etats-Unis d'Amérique, de Suède, de Malaisie, du Canada, du Japon, de Singapour, du Royaume-Uni et de la région arabe.

Le processus de réforme qui est en cours au Koweït peut tabler sur un engagement de longue haleine au service du développement et de l'amélioration de l'éducation à tous les niveaux et au service de la croissance des ressources humaines du pays. Cet engagement et les innovations qu'il a suscitées ont fait école chez les voisins du Koweït. Par suite, les questions de fond qui vont être évoquées ici sont d'un intérêt vital pour l'Etat du Koweït, mais concernent aussi les autres Etats du Golfe.

En amont de la nouvelle stratégie éducative du Koweït, un gros travail préparatoire a déjà été accompli et je suis heureux que le dynamique partenariat de l'UNESCO ait contribué à promouvoir de substantiels progrès. Depuis l'an 2000, l'UNESCO oeuvre de concert avec les instances éducatives koweïtiennes pour mettre sur pied un processus permettant de développer une stratégie éducative globale, englobant tous les niveaux et tous les types d'enseignement. Quatre séminaires nationaux ont été organisés dans le but d'améliorer les capacités nationales de repérage des éléments stratégiques fondamentaux. Ces quatre séminaires ont été consacrés à l'enseignement technique et professionnel (mai 2001), à l'élaboration et la réforme des programmes (toujours mai 2001), aux technologies de l'information et de la communication (janvier 2002), et à des questions d'actualité relatives à l'appréciation et à l'évaluation (février 2002).

L'UNESCO collabore étroitement, sous diverses formes, avec le Ministère de l'éducation pour concevoir le processus de réforme et établir une stratégie nationale pertinente. Grâce aux contributions de son propre personnel et à l'apport de consultants extérieurs, elle a mis en place une assistance technique de base qui, bien sûr, poursuivra son oeuvre à l'avenir.

Il est révélateur que le Koweït conçoive la réforme de l'éducation de façon holistique et systématique. Permettez-moi, toutefois, de clarifier deux points : cela ne veut pas dire qu'il faille tout changer d'emblée, ni rejeter tout ce qui a précédé. Cela veut dire, par contre, relever le défi du changement de façon globale. Il va de soi qu'un tel défi dépasse le cadre éducatif stricto sensu. Il participe de la mondialisation, de la révolution scientifique et technologique actuelle et de leurs incidences politiques, sociales et culturelles. La nature même de ces transformations élargies privilégie, cependant, le savoir, l'information et l'apprentissage, et cela signifie que l'éducation est au coeur du sujet.

Les pays cherchant à édifier une société prospère, basée sur le savoir, constatent qu'ils doivent concilier des besoins différents, voire, dans certains cas, contradictoires. Il leur faut s'adapter à la mondialisation de notre univers et, dans le même temps, maintenir leur propre identité culturelle. Faute d'être à l'unisson de ces défis complexes, l'éducation transmise aux générations montantes sera de plus en plus considérée comme vide de sens ou anachronique.

De nos jours, bon nombre de pays, dont le Koweït, ont reconnu qu'ils étaient face à un choix historique. Soit ils souscrivent au changement de leur plein gré, même avec enthousiasme, afin de recueillir ses fruits et, en cas de succès, d'atténuer une partie de ses effets négatifs. Soit ils rejettent la gamme des changements proposés, auquel cas ils risquent de se retrouver dépassés par les événements ou relégués à une place mineure. En optant pour la première solution, le Koweït accepte aussi certaines de ses implications, dont la plus importante est la nécessité d'améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation.

Cette nécessité d'amélioration peut s'avérer déroutante pour certains, au vu des prouesses accomplies par le système éducatif koweïtien à travers les années. Il arrive, toutefois, que le succès engendre ses propres problèmes et qu'avec l'évolution rapide du monde ou les nouvelles informations disponibles, ces problèmes acquièrent soudain une gravité qu'ils n'avaient pas. J'en aborderai brièvement quelques-uns mais permettez-moi d'insister sur la pierre angulaire de tout système éducatif, à savoir l'éducation de base.

La garantie d'une éducation de base pour tous de bonne qualité est l'une des responsabilités fondamentales incombant à tous les gouvernements. Elle est consacrée comme telle dans la loi nationale et dans les engagements internationaux. En ce qui concerne l'Education pour tous, j'aimerais profiter de l'occasion pour vous inviter à incorporer dans la trame de votre réforme les six objectifs énoncés dans le Cadre d'action de Dakar. Deux d'entre eux - parvenir d'ici à 2015 à un enseignement primaire universel pour tous et éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2015 - ont été confortés par la Déclaration du Millénaire, mais les quatre autres objectifs de Dakar ont, eux aussi, une importance vitale :

- développer et améliorer tous les aspects de la protection et de l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ;
- répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et adultes en leur assurant un accès équitable à des programmes appropriés d'enseignement et d'acquisition des compétences indispensables dans la vie courante ;
- améliorer l'alphabétisation des adultes, notamment des femmes, et offrir à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
- améliorer la qualité de l'éducation sous tous ses aspects et assurer l'excellence pour tous afin d'obtenir des résultats reconnus et quantifiables de l'apprentissage, notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et les compétences indispensables dans la vie courante.

Certaines de ces préoccupations peuvent ne pas être aussi urgentes pour un pays comme le Koweït, mais aucune n'est sans rapport avec votre situation. A mon sens, nous ne devrions pas parler de "sociétés ou d'économies du savoir" à moins d'être véritablement engagés, en théorie et en pratique au service de l'éducation pour tous, de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'éducation conçue comme un droit fondamental de la personne. Dans le cas du Koweït, je pense que c'est la priorité à la **qualité** de l'éducation de base pour tous qui devrait définir le cadre des actions que vous allez engager à ce niveau.

Permettez-moi maintenant d'aborder certains problèmes et certaines questions qui expliquent en grande partie le dynamisme qui sous-tend la mise en place d'une nouvelle stratégie éducative. Le niveau des résultats obtenus dans les établissements scolaires koweïtiens, par exemple, notamment dans le secteur public, sont un sujet de préoccupation. L'intérêt croissant pour les indicateurs éducatifs, ainsi que pour l'expérimentation et l'évaluation des résultats scolaires est compréhensible lorsque des études internationales comparées font état de résultats décevants. L'essentiel, toutefois, est de savoir si l'éducation dispensée aux enfants et aux jeunes Koweïtiens est satisfaisante. Dans le cas contraire, comment peut-on améliorer sa qualité afin de générer de meilleurs résultats ?

A cet égard, j'aimerais insister sur la nécessité d'appréhender le terme de "résultats" au sens large. Si importants soient-ils, les résultats des examens scolaires ne sont pas la seule façon de mesurer la qualité. Nous ne devons jamais oublier que les systèmes éducatifs et les établissements d'enseignement doivent veiller à l'épanouissement total de chaque apprenant. Si un aspect est hypertrophié ou occulté fortement par rapport aux autres, cela fausse l'ensemble de la formation d'un enfant.

Nous avons défini huit autres sujets de préoccupation qui induisent la nécessité d'une réforme éducative :

1. l'utilisation efficace des technologies de l'information et de la communication au cours de l'apprentissage ;

2. la décentralisation et la diversification du système éducatif, avec un rôle accru dévolu à l'établissement scolaire parallèlement à des possibilités d'apprentissage plus souples ;
3. davantage de transparence et de sens des responsabilités associés à des mécanismes de bonne gouvernance à tous les niveaux et un partenariat plus soutenu avec les collectivités locales, les parents et la société civile ;
4. l'élaboration des programmes, en particulier le renouvellement et la mise à jour des contenus afin de répondre à l'évolution des connaissances, des valeurs et des modes de vie ;
5. l'importance particulière des mathématiques et de l'éducation scientifique ;
6. les mérites respectifs de l'enseignement privé et de l'enseignement public ;
7. le renforcement et l'offre de stratégies relatives à une éducation intégratrice, destinée non seulement aux enfants ayant des besoins spécifiques, mais aussi à ceux qui connaissent d'autres formes d'exclusion ;
8. l'amélioration de l'éducation et de la formation des maîtres afin de relever le niveau de professionnalisme et le taux de réussite.

La promotion d'un apprentissage actif plutôt que passif devrait être une constante omniprésente. Si l'on prend les choses au sérieux, cela implique des changements conséquents aussi bien dans les méthodes d'enseignement et d'apprentissage que dans les modalités d'organisation de toute la scolarité. Je ne saurais sous-estimer l'importance de l'apprentissage actif. Il est le fondement de tant de facteurs essentiels à l'amélioration de la qualité de l'éducation. En outre, cet enseignement est vital pour préparer les jeunes à devenir des adultes responsables, indépendants et inventifs, notamment dans des sociétés fondées sur le savoir qui exigeront que l'on accomplisse autrement les devoirs et les fonctions de citoyens d'une démocratie, de travailleurs et de parents.

Il me reste deux thèmes à évoquer brièvement. Comme je l'ai dit au début de mon exposé, il est souhaitable que la réforme de l'éducation repose sur un consensus national, ce qui nécessite l'instauration d'un dialogue dans le cadre duquel tous les groupes sociaux importants et pour les acteurs de l'éducation peuvent exprimer leur point de vue et chercher un terrain d'entente. J'ajouterai qu'il est crucial de galvaniser l'appui et l'engagement politiques au service de cette réforme et de ses objectifs. Les enseignements tirés de la mise en oeuvre de programmes de réformes efficaces dans d'autres pays laissent entendre que la réussite passe par la prise en compte minutieuse de ces facteurs.

Le deuxième thème nous place au coeur de la finalité de l'éducation. Il convient de rappeler que la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle a, dans son rapport présenté à l'UNESCO sous la dénomination "Rapport Delors", défini les quatre piliers de l'éducation : apprendre à connaître, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble. Pour que l'éducation soit saine et harmonieuse, il faut que ces quatre piliers soient solides. Il peut arriver, toutefois, que l'un d'eux appelle une plus grande attention. A cet égard, j'aimerais insister tout particulièrement sur l'apprentissage à vivre ensemble. Son actualité tient à la fois aux événements du 11 septembre et à leurs conséquences, à la lutte pour ancrer l'Afghanistan post-taliban sur la voie de la réconciliation et de la reconstruction nationales, aux conflits internes que connaissent des pays comme la Colombie et le Sri Lanka et, bien sûr, à la recrudescence de la violence entre les Israéliens et les Palestiniens. Les processus éducatifs ne peuvent, à eux seuls, résoudre les problèmes du monde mais les établissements d'enseignement sont, par excellence, le

lieu où acquérir les valeurs et les méthodes permettant de vivre ensemble dans la paix. Aucune société ne peut se permettre de négliger cette fonction fondamentale inhérente à toute forme d'éducation.

En conclusion, j'aimerais souhaiter une issue fructueuse à vos travaux. Soyez assurés que l'UNESCO prend une part active et énergique aux tâches qui vous attendent et que nous sommes prêts à vous aider dans toute la mesure de nos possibilités.

Je vous remercie.